

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1261

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

20 juin 1996 – n° 1261
Hebdomadaire romand
Trente-troisième année

Entre le dérisoire et le nécessaire

Le développement des villes et les compétences des pouvoirs locaux ont fait l'objet de plusieurs réunions internationales ces derniers mois. Signe des temps: le phénomène mondial de l'urbanisation retient désormais l'attention générale des gouvernements centraux, sinon des activités régionales.

Ces réunions donnent l'occasion de s'interroger une nouvelle fois sur l'utilité de telles rencontres, sur l'opportunité d'y participer, sur ce qu'elles peuvent avoir de dérisoire et d'indispensable en même temps. Se poser de telles questions relève de la simple honnêteté. Et pourtant, on sent bien que cela constitue une incongruité lorsque la réponse est la plus indécise, c'est-à-dire dans les conférences multilatérales. Là, le problème de l'utilité semble réglé, une fois pour toutes, parce qu'elles représentent autant d'occasions de s'affirmer pour les jeunes Etats ou les délégations nouvelles. Les «aînés» se doivent donc d'y participer pour écouter les «cadets», étant entendu que, depuis l'éclatement de l'ex-URSS, les premiers ne viennent plus tous du nord, ni les seconds du sud.

Ainsi, les conférences organisées sous l'égide de l'ONU, en présence d'une délégation suisse qui tend à compenser par son action le caractère spécial de son statut, sont devenues de véritables tribunes pour les Etats en mal de reconnaissance non pas seulement formelle, mais plus profonde. Ils tentent d'expliquer leurs problèmes, de dire leurs priorités, le plus souvent vitales, cherchant désespérément des oreilles attentives. Comme ils ne les trouvent pas toujours en salle de réunion, ils comptent sur la rituelle résolution finale pour faire passer le message.

Emouvant, pathétique même, de voir tant de foi en l'écrit, tant d'espoir mis dans un texte certes élaboré avec soin mais le plus souvent adopté distraitemment – sauf sur les points les plus controversés qui ne concernent en général pas le thème principal mais reflètent les préoccupations dominantes, obsessionnelles, de certaines délégations.

Tout le formel des réunions multilatérales, fréquentées de surcroît par nombre de délégués quasi professionnels, prête évidemment le flanc à la critique facile: bla-bla coûteux, tou-

risme injustifiable, etc. C'est vrai, il n'y a pas besoin de s'appeler M. Blocher pour s'interroger au premier degré. Sur place, on ne peut se défaire d'un certain sentiment de dérisoire; et il n'y a guère que les Scandinaves pour trouver constamment la force de nager dans l'eau lourde du formalisme et pour poursuivre avec entrain des exercices qui en ont manifestement usé beaucoup d'autres, Allemands compris.

Ceci dit, on ne saurait s'en tenir aux apparences. Le succès d'une conférence internationale ne se mesure pas seulement en données quantifiables: nombre de participants et de séances, longueur des débats, etc. Il s'évalue surtout en termes d'écoutes mutuelles, de pré-occupations partagées, de solidarités créées ou réaffirmées. Autant dire que, pour toute délégation, le «rendement» est directement proportionnel à l'état d'esprit des participants, à leur capacité d'engagement sur place et à leur volonté de contribuer à l'indispensable suivi.

Quant aux réunions en plus petit comité ou aux entretiens bilatéraux, pour lesquels la Suisse a toujours manifesté sa préférence, ils échappent largement aux critiques sommaires. Tout le monde comprend que le contact direct demeure irremplaçable, même à l'ère de l'immédiateté télécommunicatoire et multimédiatique. Plus le cercle est restreint, plus on en vient vite au fait et au prendre – de quoi plaire aux chasseurs de gaspillages en tous sens et aux obsédés de l'efficacité au moins apparente.

Se situant quelque part entre la tour de Babel et le haut-lieu de la vraie communication, entre le dérisoire et l'irremplaçable, entre la vanité et la nécessité philosophiques, les conférences internationales évolueront naturellement, comme toutes les formes de vie: les dinosaures façon Rio ou Istambul disparaîtront, tués par leur propre immensité et les parasites qu'elles ne parviennent plus à nourrir, tandis que les réunions aux proportions plus raisonnables continueront d'affirmer leur existence et leur utilité.

Et de mériter une participation suisse au meilleur niveau, – n'en déplaise à certains comptables et isolationnistes.

YJ